



PHOTO : JOHAN WILNER/IMAGEBANK SWEDEN/SE

Le droit de passage et de cueillette donne à tous la possibilité de se déplacer librement dans la nature.

## SOCIÉTÉ :

# OUVERTURE ET TRANSPARENCE, CLÉS DE LA DÉMOCRATIE SUÉDOISE

La Suède est une société libre et ouverte, qui donne à tous le droit de manifester, la liberté d'expression, une presse libre, la possibilité de se déplacer librement dans la nature et un droit de regard sur l'exercice du pouvoir. L'ouverture tend aussi à la réalisation d'une société égalitaire.

Les textes constitutionnels suédois comportent quatre lois fondamentales : la Constitution, la loi sur la liberté de la presse, la loi fondamentale sur la liberté d'expression et la loi de succession au trône. Ces textes prévalent sur toutes les autres lois. Ils posent en principe que tous les citoyens sont en droit de rechercher librement des informations, d'organiser des manifestations, de fonder des partis politiques et de pratiquer leur religion.

### Liberté de la presse

En 1766, la Suède a été le premier pays au monde à instaurer la liberté de la presse, qui repose sur la liberté d'expression et de parole, principe fondamental de la plupart des démocraties. Les détenteurs de l'autorité sont tenus de rendre des comptes et toute l'information doit être librement accessible. L'identité de ceux qui fournissent

des informations aux éditeurs, rédacteurs et agences de presse est protégée et les journalistes ne peuvent en aucun cas être obligés de divulguer leurs sources. La loi sur la liberté d'expression a été adoptée en 1991 afin d'étendre cette protection aux médias non imprimés tels que la télévision, le cinéma et la radio. Elle vise à garantir un libre échange des opinions, de l'information et de la création artistique.

Le droit d'exprimer ses opinions, cependant, implique des responsabilités. La liberté de parole, si elle est abusive, peut être offensante, inciter à la discrimination ou à la violence, ou avoir des conséquences négatives pour les personnes ou la société. En cas d'atteinte alléguée aux lois sur la liberté de la presse ou la liberté d'expression, l'affaire est portée devant le Chancelier de la justice, un haut fonctionnaire apolitique nommé par le gouvernement.

### Droit de regard du public

Le principe de la liberté de l'information suppose l'accès du public et des médias aux documents officiels. Cela donne aux citoyens suédois un réel droit de regard sur les activités du gouvernement et des autorités locales. Ce contrôle est jugé essentiel pour la démocratie. La transparence réduit le risque d'abus de pouvoir. L'accès aux documents officiels implique par ailleurs que les fonctionnaires et autres agents de la fonction publique sont libres de fournir des informations aux médias ou à des personnes extérieures.

Certains documents peuvent toutefois être classés secrets, s'ils concernent : la sécurité de l'État ; les relations de la Suède avec un autre État ou une organisation internationale ; la politique nationale en matière de finances, de monnaie ou de change ; l'inspection, le contrôle et autres

## POUR EN SAVOIR PLUS

### AIDES À LA PRESSE

La Suède a instauré dans les premières années 1970 une aide à la presse financée par l'impôt pour soutenir les journaux qui ont des concurrents à plus fort tirage. C'est un moyen de promouvoir la diversité et d'assurer au public une information pluraliste.

### PRESSE PAPIER CONTRE INTERNET

En Suède comme dans beaucoup d'autres pays, les journaux imprimés payants perdent des lecteurs au profit des quotidiens gratuits et en ligne. En 2012, environ 2,8 millions de quotidiens payants et un million de gratuits étaient imprimés chaque jour en Suède. En semaine, 64 pour cent des Suédois lisent un quotidien du matin. La plupart des 170 quotidiens du matin vendus en Suède sont aussi consultables sur Internet. Trente-quatre pour cent des Suédois disent qu'ils lisent tous les jours un journal en ligne.



PHOTO : MONA LOOSE/IMAGEBANK SWEDENSE

Quatre-vingt pour cent des Suédois lisent au moins occasionnellement un journal sur Internet.

### TÉLÉVISION ET RADIO INDÉPENDANTES

Les diffuseurs de service public, Sveriges Television (SVT) et Sveriges Radio (SR), offrent à tous une large gamme d'émissions sans publicité. Ils sont indépendants du pouvoir politique et de tous autres intérêts économiques et politiques. Il existe aussi plusieurs chaînes commerciales et services de diffusion en flux continu.



PHOTO : LOLA ANIMADE AKERSTROM

Par ses lois et règlements, la Suède veille à ce que nul ne soit défavorisé à cause de son appartenance à une minorité.

- ▶ activités de surveillance conduites par les pouvoirs publics ; la prévention ou la poursuite des infractions pénales ; les intérêts économiques de la collectivité ; la protection de la situation personnelle et financière des particuliers ; et la protection des espèces animales ou végétales. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les informations liées à la coopération européenne peuvent également être classifiées.

#### Tous égaux

Les droits de l'homme sont protégés principalement par trois des lois fondamentales : la Constitution, la loi sur la liberté de

la presse et la loi fondamentale sur la liberté d'expression. Les pouvoirs publics doivent s'exercer dans le respect de l'égalité de tous ainsi que de la liberté et de la dignité de la personne. Les autorités publiques doivent en particulier garantir le droit au travail, au logement et à l'éducation et promouvoir la sécurité et la protection sociales ainsi qu'un environnement de qualité pour la population. Les lois et autres règlements ne doivent pas conduire à défavoriser un citoyen en raison de son appartenance à une minorité du fait du sexe, d'une identité transgenre, de l'origine ethnique, de la religion, d'un handicap, de l'orientation sexuelle ou de l'âge. ■

## POUR SUIVRE LA LUTTE POUR LES DROITS DE L'HOMME

Les droits de l'homme sont pris en compte dans tous les domaines de la politique étrangère suédoise : sécurité, développement, migrations, environnement et politique commerciale.

La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme est incorporée à la législation suédoise depuis 1995. La Suède a également signé et ratifié plusieurs accords des Nations Unies, de l'Organisation internationale du travail et du Conseil de l'Europe concernant les droits de l'homme. Dans son action de politique étrangère en faveur des droits de l'homme, le gouvernement s'est fixé huit priorités :

- Construire la démocratie. Des millions de personnes vivent encore dans des dictatures. Le gouvernement tient à renforcer le soutien de l'opinion pu-

blique à la démocratie, appuyer l'action des organisations non gouvernementales (ONG) et établir de meilleurs liens avec les États démocratiques.

- Renforcer la liberté d'expression. La Suède voit dans la liberté d'expression une nécessité morale et un outil pratique de la lutte pour les droits de l'homme.
- Abolir la peine de mort. La Suède et l'Union européenne œuvrent de longue date pour l'abolition de la peine capitale, qui est incompatible avec les droits de l'homme.
- Combattre la torture. Le gouvernement suédois attire l'attention sur de tels abus où ▶



## POUR EN SAVOIR PLUS

### PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES EN LIGNE

Le programme OpenAccess assure un maximum d'accessibilité et de visibilité aux travaux des chercheurs, enseignants et étudiants en soutenant la publication électronique dans les établissements d'enseignement supérieur suédois.

[www.kb.se/OpenAccess](http://www.kb.se/OpenAccess)

### DROIT DE MANIFESTER

La Constitution suédoise affirme le droit des citoyens à exprimer collectivement leur opinion par des manifestations publiques. Cette liberté peut toutefois être restreinte par la loi, notamment si elle menace la sécurité nationale.



PHOTO : TOMAS ONEBERG/SVD/T

Chacun est libre d'exprimer son opinion en manifestant.

### LIBERTÉ DE LA PRESSE

Dans le classement mondial de la liberté de la presse publié annuellement par Reporters sans frontières, la Suède était en 2016 en huitième place. La liste se fonde sur le degré de liberté des journalistes et des organes de presse dans chaque pays et sur les efforts accomplis par les autorités pour préserver cette liberté.

### LA NATURE POUR TOUS

Le droit de passage et de cueillette (*allemansrätten*) permet à tous de se déplacer librement dans la nature, à condition de respecter la faune et la flore, et avec les égards voulus envers les propriétaires du sol et les autres usagers. L'Administration suédoise de la protection de l'environnement résume ce droit dans la formule : « Ne pas nuire, ne pas détruire ».

- ▶ qu'ils se produisent et soutient les organisations d'aide aux victimes de la torture.
- Lutter contre les exécutions sommaires et les détentions arbitraires. Il y a longtemps que la Suède plaide pour une résolution des Nations Unies concernant les exécutions sommaires, extrajudiciaires et arbitraires. Elle continuera d'agir pour sensibiliser l'opinion internationale à cette question.
- Défendre l'état de droit. La Suède soutient les principes de l'état de droit dans des organisations comme les Nations Unies, le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et dans son dialogue avec les autres pays.
- Défendre les droits de l'homme et le droit humanitaire international. La Suède travaille activement à faire en sorte que tous les États, grands et petits, respectent le droit international.
- Lutter contre la discrimination. Dans bien des pays, de larges catégories de la population sont loin de bénéficier d'une égalité de traitement. Le gouvernement suédois tient à mettre particulièrement l'accent sur les droits des femmes, des enfants et des personnes handicapées. ■

## OUVERTURE ET INTERNET

La Suède est le pays de l'Union européenne qui a le plus fort taux de pénétration d'Internet. Sur une population de 9,9 millions d'habitants, 93 pour cent ont accès à Internet à leur domicile.



PHOTO : ULF HUETTIMAGEBANK/SWEDEN.SE

Les médias sociaux font partie du quotidien de beaucoup de Suédois.

Plus de 92 pour cent des 16 à 34 ans utilisent régulièrement Internet. Soixante-dix-neuf pour cent des Suédois ont aussi accès à Internet par leur téléphone portable. La Suède est en troisième place de l'indice de préparation au réseau du Forum économique mondial et en cinquième place dans l'indice du développement des TIC établi par les Nations Unies.

#### Droit d'auteur et innovation

Avec l'essor de l'Internet est apparue la pratique du partage de fichiers, qui a conduit à un débat autour des atteintes au droit d'auteur sur les livres,

la musique, les films et les logiciels. Les vives polémiques soulevées il y a quelques années par le piratage semblent s'être apaisées, en partie grâce au succès de produits et d'entreprises qui proposent des alternatives légales pour le streaming de musique et de vidéos.

#### Les médias sociaux en Suède

Les médias sociaux font désormais partie intégrante du quotidien de beaucoup de Suédois. Soixante-seize pour cent d'entre eux utilisent au moins un service de réseautage social. Twitter a quelque 640 000 utilisateurs en Suède, et à peu près 55 pour cent de la population ont un compte Facebook.

**POUR EN SAVOIR PLUS****LES OMBUDSMANS**

La tradition suédoise de l'ombudsman remonte à 1809. Le terme d'ombudsman, qui est d'ailleurs d'origine suédoise, désigne quelqu'un qui exerce une fonction de représentant. À l'époque, une institution indépendante du roi avait été jugée nécessaire pour garantir le respect des lois et règlements. Le premier ombudsman parlementaire a été nommé en 1810 et les mêmes principes généraux sont restés valables depuis.

**L'OMBUDSMAN PARLEMENTAIRE**

L'Ombudsman parlementaire examine les plaintes de toute personne qui estime qu'elle-même, ou quelqu'un d'autre, n'a pas été traité correctement par une administration publique ou un fonctionnaire. Il n'est pas nécessaire que le plaignant soit de nationalité suédoise ou ait atteint un certain âge, même les enfants peuvent déposer une plainte. [www.jo.se](http://www.jo.se)

**LE CHANCELIER DE LA JUSTICE**

supervise les administrations publiques et les tribunaux pour le compte du gouvernement. [www.jk.se](http://www.jk.se)

**L'OMBUDSMAN CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

combat la discrimination et s'emploie à promouvoir l'égalité des droits et des chances, principalement en veillant au respect de la législation anti-discrimination. [www.do.se](http://www.do.se)

**L'OMBUDSMAN DU PUBLIC AUPRÈS DE LA PRESSE**

est un organisme apolitique qui veille à la déontologie de la presse. Après enquête, il peut renvoyer le cas litigieux au Conseil suédois de la presse, qui décide de la suite à donner. [www.po.se](http://www.po.se)

**L'OMBUDSMAN DES CONSOMMATEURS**

veille à ce que les entreprises respectent les lois sur les pratiques commerciales et la sécurité des produits. Il peut intervenir contre la publicité abusive, les clauses contractuelles inéquitables, les données inexactes sur les prix et les produits dangereux. [www.konsumentverket.se](http://www.konsumentverket.se)

**► Open aid**

Dans l'intention de renforcer la confiance dans l'aide internationale et l'action humanitaire du gouvernement, le ministère des Affaires étrangères et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI) ont lancé en 2011 un site Internet, [www.openaid.se](http://www.openaid.se).

Ce site rassemble les données publiques officielles de façon à ce qu'elles puissent être aisément consultées et étudiées par les

particuliers, les ONG, les destinataires de l'aide et les responsables. L'objectif est de promouvoir la transparence et l'ouverture dans l'action humanitaire et d'inciter d'autres organismes à accroître leur transparence et leur ouverture à l'égard du public. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus générale des administrations publiques suédoises pour améliorer l'accès à leurs données au moyen d'interfaces plus ouvertes. ■



PHOTO : LENA GRANFELT/AGENT MOLLY &amp; CO/IMAGEBANK.SWEDENSE

L'Ombudsman des enfants défend les droits et les intérêts des enfants. Il veille aussi à l'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. [www.barnombudsmannen.se](http://www.barnombudsmannen.se)

**AUTRES LIENS UTILES**

- [www.beo.skolinspektionen.se](http://www.beo.skolinspektionen.se) Représentant des enfants et des élèves
- [www.datainspektionen.se](http://www.datainspektionen.se) Commission de la protection des données
- [www.manskligarattigheter.gov.se](http://www.manskligarattigheter.gov.se) Site du gouvernement sur les droits de l'homme
- [www.naturvardsverket.se](http://www.naturvardsverket.se) Administration suédoise de la protection de l'environnement
- [www.regeringen.se](http://www.regeringen.se) Services du gouvernement suédois
- [www.rsf.org](http://www.rsf.org) Reporters sans frontières
- [www.sr.se](http://www.sr.se) Radiodiffusion suédoise
- [www.svt.se](http://www.svt.se) Télévision suédoise
- [www.tu.se](http://www.tu.se) Association suédoise des éditeurs de journaux

**Droit d'auteur :** Publié par l'Institut suédois. Octobre 2016 **FI 9**

Tout le contenu est protégé par la loi suédoise sur le droit d'auteur. Le texte peut être reproduit, retransmis, présenté, publié ou diffusé dans tous médias avec la mention de la source, sweden.se, à l'exception toutefois des photos et illustrations.

L'Institut suédois (SI) est une agence publique ayant pour mission de promouvoir l'intérêt et la confiance portés à la Suède dans le monde. Il encourage la coopération et les relations durables avec les autres pays par une communication stratégique et des échanges dans les domaines de la culture, de l'éducation, des sciences et des affaires.

Pour en savoir plus sur la Suède : [sweden.se](http://sweden.se), l'ambassade ou le consulat de Suède de votre pays, ou l'Institut suédois, Box 7434, SE-103 91 Stockholm (Suède). Téléphone : +46 8 453 78 00 ; Courriel : [si@si.se](mailto:si@si.se) [www.si.se](http://www.si.se) [www.sharingsweden.se](http://www.sharingsweden.se)

